

Davos se réveille ce lundi, mais pour faire quoi ? Si non, constater l'échec de la mondialisation



C'est à Davos que le « big business » mondial avait rêvé d'une mondialisation heureuse. Après deux ans de crise, les « global leaders » vont essayer de la réinventer. Sans la Russie ni la Chine, ça va être compliqué

Avec Jean-Marc Sylvestre

Volodymyr Zelensky, le président de l'Ukraine, va donc introduire la version 2022 du célèbre forum économique de Davos. En soi, la participation du président ukrainien n'a rien d'original, il est partout. La semaine dernière, il avait bien été invité à ouvrir officiellement le festival de Cannes.

Alors Davos, pourquoi pas ? C'est à Davos que se réunissent depuis plus de 30 ans les chefs d'entreprises les plus puissants de la planète, les chefs d'Etat et de gouvernement, les banquiers centraux et privés, et même des intellectuels, des écrivains célèbres ou des vedettes du show biz.

Bono, du groupe U2, est un habitué assidu et passionné par ces longues discussions où on explique que le monde se fait ou se défait. Il ne vient pas chanter. Il vient réfléchir et écouter les « maîtres du monde ». L'intérêt, c'est qu'en

général, Davos reste discret, et ce qui s'y dit reste confidentiel. Enfin, depuis Internet, tout se sait.

La présence en direct (en digital) à Davos du président ukrainien est plus convenue qu'à Cannes. Cette présence a évidemment une autre signification. A Cannes, il parlait aux people, à leur cœur et à leur capacité d'influenceurs.

A Davos, le président de l'Ukraine vient chercher de l'argent pour financer la guerre bien sûr, mais au-delà, il vient mettre les responsables de la mondialisation devant leurs responsabilités.

Si l'Ukraine est aujourd'hui en guerre, avec en soutien la quasi-totalité du monde occidental, c'est bien parce qu'il y a quelque chose qui a bugué dans le logiciel de fonctionnement du système mondialisé. C'est à dire le système que les participants à Davos ont développé depuis plus de 30 ans.

Plus de 1000 « global leaders » se retrouvent donc aujourd'hui dans la célèbre station de ski, en Suisse, au pied de la montagne magique chère à Thomas Man, après deux années de jachère pour cause de Covid. Au passage, la dernière fois qu'ils s'étaient réunis, c'était en janvier 2020. Personne ne s'était inquiété de l'apparition de ce petit Covid dans un coin perdu de Chine. Personne, pas même les dirigeants chinois qui, depuis les années 2000, n'ont pas manqué d'assister à un seul forum à Davos.

Cette semaine, pour la reprise des travaux, ils ne seront pas là, pour cause de re-confinement d'une bonne partie des populations chinoises. Les Russes, qui s'évertuaient, les années précédentes à vendre leur gaz à l'Occident en expliquant qu'il était plus écologique que le gaz de schiste, ne viendront pas à Davos pour cause de sanctions économiques.

Les plus pessimistes ou les plus lucides des acteurs majeurs du monde occidental et libéral se retrouvent donc pour constater l'échec du système économique mondial auquel ils étaient très attachés et réfléchir à une restauration pacifique d'un ordre économique et politique mondial. L'exercice auquel on va assister à Davos est insensé mais passionnant.

1^{er} point : les davosiens auront-ils le courage de dresser un constat d'échec de la mondialisation telle qu'ils l'avaient imaginé fonctionner ?

La majorité des acteurs responsables de l'économie et des affaires savaient bien que les échanges commerciaux sont des facteurs de progrès. Plus il y a d'échange, plus il y a de progrès et il faut reconnaître que cette idée d'optimisation des spécialités internationales a permis de sauver une bonne moitié de la planète, en transformant les pays sous-développés qui n'avaient que la misère à se partager, en pays en voie de développement et surtout en pays émergents. L'Asie du sud-est, et notamment la Chine, ont été les premiers à profiter du système. La mondialisation a sorti la planète de la famine et de l'extrême misère. Ceci dit, il restait encore beaucoup de progrès à faire parce que, dans le même temps, les inégalités se sont accrues. Dans les pays développés (les pays riches), les plus classes les plus défavorisées ont perdu des sources de revenus parce que directement concurrencées par la main d'œuvre des pays émergents. Pour la majorité des acteurs internationaux, ces dysfonctionnements pouvaient être régulés par des mécanismes de redistribution, c'était sans compter avec les situations politiques.

2^e point : les Davosiens les plus optimistes, les plus cyniques ou les plus naïfs (au choix) ont pensé et ont expliqué que le développement économique et la multiplication des échanges allaient diffuser le progrès et ce faisant, allaient désamorcer les risques de conflits violents. Ça pouvait être vrai dans certaines régions, mais **globalement l'ampleur des phénomènes économiques, la concurrence et même la guerre commerciale n'ont pas réussi à éradiquer les différences culturelles et surtout les rivalités de pouvoir qui s'exprimaient par la confrontation des idéologies.**

La Chine, qui avait d'un côté reconnu l'avantage des systèmes de concurrence de marché pour produire de la richesse, n'a jamais assoupli son système de redistribution de cette richesse et surtout pas son organisation administrative et politique. Les Davosiens qui expliquaient que l'économie de marché appliquée à l'échelle de la planète allait paralyser les systèmes autoritaires et laisser entrer au sein de leurs marchés domestiques quelques concepts du siècle des Lumières de libertés individuelles et de respect du droit et des contrats se sont trompés. Ou alors ils ont été trompés. **Jamais les Chinois n'ont accepté les accords de réciprocité qu'ils avaient signés pour entrer dans l'OMC. L'affaire du Covid et l'impossibilité d'obtenir de l'information sur la nature du virus et son origine montre bien le gap qui a continué d'exister avec les cultures occidentales.**

Le cas de la Russie paraissait moins préoccupant dans la mesure où l'Occident a cru, après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, que l'ensemble russe allait adopter les principes de droits de l'économie de marché.

La guerre en Ukraine prouve évidemment que le régime russe est retombé dans ses habitudes autoritaires et même dictatoriales.

Conclusion de cet état des lieux capitaliste, Davos ne va pouvoir s'empêcher de se poser au minimum deux questions, si les "global leaders" veulent réinventer (ou réenchanter) une mondialisation qui serait supportable en termes de résultats et de morale.

1^e la première question est désormais dans toutes les têtes capitalistes du monde et consiste à savoir si on peut faire des affaires dans des pays qui ne respectent pas un minimum de droits et d'obligations sur les droits de l'Homme, la protection des individus, la liberté d'expression, le droit à la réciprocité et le respect des contrats . La protection du climat aussi. Dans l'état actuel des choses, la réponse est évidemment non, l'ampleur des sanctions économiques à l'encontre de la Russie prouve que les populations occidentales ne supportent pas l'idée d'aider directement ou indirectement des gouvernements qui ne respecteraient pas les principes de base respectueux des Hommes. On peut certes imaginer que certains pays aient, pour des raisons historiques et culturelles, une conception de la démocratie qui soit un peu différente que la nôtre, mais on ne peut plus accepter de faire des affaires avec des pays où les gouvernements vont régler les conflits avec des kalachnikovs, des chars d'assauts ou une menace nucléaire. C'est non seulement impossible à imaginer mais ça oblige tous les pays pacifiques à s'équiper pour se protéger de l'arbitraire à l'échelle de la planète.

La 2^e question dépend de la première. Si on exclut que les rapports géopolitiques ne peuvent pas se régler par la force, quelle organisation mondiale faut-il réinventer pour permettre un fonctionnement cohérent de l'économie de marché à

l'échelle du monde ? Quelle réglementation, quelle institution, quel mécanisme de contrôle, quel tribunal pour trancher les conflits ?

Les organisations internationales mises en place depuis la dernière guerre mondiale sont évidemment insuffisantes, de l'Onu au FMI en passant par l'OMC.